

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 432

Artikel: Où M. Vernet récupère l'extrême-gauche
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018948>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POINT DE VUE

La nouvelle frontière

Nous sortons à peine du Paléolithique.

Mais c'est néanmoins un plaisir que de feuilleter le numéro d'octobre de « Industrial Research » consacré tout entier à la présentation des « 100 innovations techniques les plus significatives de 1976 ». Certes, les Américains — un peu trop chauvins à mon goût — ne recensent que les produits nouveaux mis au point aux USA et ignorent superbement le reste du monde.

(*Tiens, à propos : pourquoi ne ferions-nous pas, en Suisse, quelque chose du même genre ? Pourquoi ne pas décerner un prix aux cinquante ou cent innovations techniques suisses « les plus significatives » ? Il faudra que je voie ça de plus près...*)

Mais je m'égare...

Revenons au Paléolithique.

Alain Dupas, dans « La lutte pour l'espace » (Seuil) analyse les tenants et aboutissants politiques et économiques de la recherche spatiale. Excellent livre, passionnant.

Mais Alain Dupas ne rêve pas assez. Il hésite à mettre les pieds dans le plat du futur ou des futurs possibles.

Il nous faut donc ajouter quelques commentaires de notre cru...

Je suis un partisan féroce du développement de la recherche spatiale.

Je suis même partisan de multiplier par cinq ou dix les crédits alloués à ce secteur, quitte à se serrer la ceinture dans d'autres.

Pourquoi ?

Parce que je préfère que nous allions semer la panique dans le cosmos plutôt que nous la semions ici, sur Terre.

De fait, je suis partisan de déclarer la Terre « sanctuaire intouchable » et d'envoyer tous ceux qui veulent s'entrecasser la gueule se l'entrecasser quelque part entre Mercure et le Soleil. Je déteste le bruit. Or, dans l'espace le bruit des armes ne fait pas de bruit. Et l'on peut faire sauter toutes les bombes que l'on veut, ça ne dérange pas les petits oiseaux.

Et, surtout, il y a de la place en suffisance pour les manœuvres.

Les militaires se débrouilleront pour aller chercher leurs carburants et tout leur fourniront sur d'autres planètes et ils nous fourront la paix. Tenez, on pourrait même leur donner une galaxie entière pour qu'ils s'entrefractassent. Ce n'est pas les galaxies qui manquent, on pourrait même leur donner une galaxie par personne si ça leur chante. A moins qu'il y ait des gens dedans.

On en arriverait ainsi au principe : la guerre doit être faite dans le vide et ne déranger personne.

Comme il est impossible d'empêcher les hommes de faire de temps en temps la guerre, pour se défouler ou pour une quelconque autre raison, mieux vaut que ladite guerre ne se voie qu'au radiotélescope.

Conclusion : il faut développer la militarisation de l'espace et diminuer la militarisation terrestre. Pure logique. Et je suis prêt à verser ma taxe militaire à un fonds pour la satellisation de l'armée suisse.

Attention, je ne rigole pas ! J'ai très longuement réfléchi à la chose et j'ai puisé mes données — trop longues à présenter ici — chez les meilleurs auteurs : Vauvenargues, Bouthoul, La Fontaine, Carl Sagan, Xénophon, O'Neill, et al.

Certes, la militarisation de l'espace n'ira pas sans difficultés. Les militaires devront être poussés dans le dos. Mais comme ils ne sont pas très malins, nous trouverons bien un moyen efficace de les appâter : casquettes à antigravité, godasses avec rétro-fusées, médailles radio-émettrices de leurs exploits, et une foule d'autres gadgets comme ils les aiment tant.

Alors, d'accord ? On le crée ce fonds pour la satellisation de l'armée suisse ? Parce qu'ils commencent vraiment à m'énerver, avec leurs avions qui me dérangent pendant ma sieste...

Gil Stauffer

GENÈVE

Où M. Vernet récupère l'extrême-gauche

Grand Conseil genevois : les députés débattent de l'aménagement du quartier des Grottes et plus particulièrement de la décision prise par la majorité du Conseil municipal (gauche + vigilance) de

se prononcer séparément sur les différents secteurs du quartier.

L'intervention de M. Vernet, au cours du débat, est peu banale. Il faut ici, selon lui, tenir compte de l'opinion des habitants : n'ont-ils pas lancé contre cette décision un référendum qui a abouti ? Cette conversion du magistrat libéral à un urbanisme démocratique ne fait que confirmer les craintes nées devant la stratégie choisie par

l'APAG, Action populaire aux Grottes, et le groupe d'extrême-gauche, « Drapeau Rouge », qui l'anime.

On se rappelle les éléments du débat : à la proposition d'échange avancée par les autorités — un secteur, d'importance secondaire, rénové, contre un secteur essentiel, démolî lui, puis reconstruit et bétonné — la gauche avait répondu en dissoignant les deux secteurs, faisant accepter le pre-

mier et n'entrant pas en matière sur le deuxième, ce qui revenait à le refuser.

Voyez la stratégie de l'APAG ! Elle lance aussitôt son référendum en arguant de certains détails, regrettables, du projet accepté, touchant le premier secteur; et parallèlement, elle proteste contre le fait que la rénovation n'ait pas été la solution également imposée pour le deuxième secteur. La récolte des signatures est rapide : chacun, en signant, est convaincu qu'il se prononce contre la démolition du quartier...

Aujourd'hui, il est évident — et l'intervention de M. Vernet vient encore le confirmer — que l'entreprise de l'APAG a servi la droite, qu'elle lui permet de revenir à sa première proposition, l'échange !

L'attitude maximaliste de l'Action populaire aux Grottes trouve peut-être son explication dans la psychologie politique : il est difficile, pour un groupe comme « Drapeau Rouge », d'accepter qu'une action de sauvetage à laquelle on a œuvré d'une manière déterminante ne puisse aboutir, au Parlement, qu'avec l'appui de ces socialistes et de ces communistes que l'on dénonce à journée faite (et par ailleurs, comment renoncer à un référendum, alors que chaque quartier a le « sien » ?)...

Ce n'est pas la première fois, à Genève, que promoteurs et entrepreneurs peuvent compter sur la réaction intempestive de groupements piégés par leur « zèle » et leur manque de vues politiques et urbanistiques à moyen et long terme. A l'endroit de la rade où va se dresser la façade maîtresse du nouveau, gigantesque et très privé Grand-Casino, un magistrat socialiste avait prévu de rénover l'ancien bâtiment et de conserver l'ensemble sous la tutelle de la ville. Le Parti du travail alors, mécontent de certains aspects du projet, avait lancé un référendum victorieux... Demain peut-être, par le même processus, les tours construites aux Grottes, sur ce qui fut le dernier quartier populaire de Genève, répondront à la façade de marbre du bout du lac.

Parking à sens unique

Un parking sera construit sous la plaine de Plainpalais; les citoyens de la ville de Genève, appelés à se prononcer, en ont ainsi décidé. Le résultat de la consultation est net, sans appel.

A première vue, le bon sens a triomphé. Pour retrouver un espace de verdure au centre de la ville, quoi de plus simple que d'enterrer les voitures, qui peu à peu ont colonisé la place et ses ombrages ?

Souvent, dans les décisions à prendre, c'est la solution évidente, pratique, qui rallie les suffrages. Quoi de plus normal, dira-t-on. Ainsi la réalisation d'une centrale nucléaire pour satisfaire nos besoins en énergie, l'élargissement des artères urbaines pour améliorer la fluidité du trafic.

Mais la solution évidente, présentée comme la voix du bon sens, peut être aussi celle qui masque les véritables alternatives.

Ainsi, le parking de Plainpalais, sous des allures de construction indispensable, maillon dans une chaîne d'autres entreprises du même genre, manifeste-t-il un choix : on a décidé de favoriser un des moyens de transports; on a décidé de drainer en ville des voitures, dont il faudra bien un jour se débarrasser. Mais à quel prix ?

Quelle artillerie !

On a des lettres dans l'immobilier genevois. Jusqu'à mobiliser l'histoire et l'humanisme pour défendre la propriété privée et les profits des régisseurs. Le morceau de bravoure signé O. Juliard et J.-P. Kupferschmid mérite d'être connu de ceux qui n'ont pas lu la « Tribune de Genève » du 2 décembre 1977. Ceux qui survivront à cette lecture pourront témoigner que le ridicule ne tue plus, ou qu'ils ont le goût des canulars belle-lettres.

« Car il convient de quitter la thétonique facile de la propagande et d'élever le débat. Donner à l'Etat un droit de préemption et d'expropriation aussi large, ce ne serait pas progresser vers une

société meilleure, ce serait régresser au Moyen Age...

» Ce que nous proposent les auteurs de cette loi (concrétisant l'initiative pour favoriser la construction de logements et instituer un contrôle renforcé des loyers, loi soumise le 4 décembre au corps électoral, DP), c'est de redevenir des serfs du pouvoir politique, qui ne peuvent posséder que par privilège temporaire et dépendant de la seule faveur (du seul caprice) du prince. Cela, peuple de Genève, n'a rien à voir avec la protection des locataires ! Cela, peuple de Genève, c'est l'asservissement à l'aveugle bureaucratie et aux excès des démagogues, c'est la fin du respect de la personne humaine.

» Cela, peuple de Genève, tu ne peux pas le permettre : ce serait contraire à ta vocation et à ton histoire ».

L'automne d'un écologiste

Donc, M. Meinrad Schär, professeur de médecine sociale et préventive à l'Université de Zurich, proteste ! Il claque la porte de la Société suisse pour la protection du milieu vital, ne pouvant plus supporter, dit-il, l'étroitesse des relations de cette distinguée association avec la Fondation suisse pour l'énergie (FSE), dont les vues sont « extrêmes », à son goût.

Le lecteur sera peut-être surpris de ce jugement abrupt porté sur la FSE, lui qui a encore en mémoire le nom de quelques membres romands de son conseil de fondation (voir DP 431) : diable, des personnalités comme Mme Bauer-Lagier, M. J. Rossel ou M. G. Petitpierre, pour ne citer qu'elles, seraient-ils de dangereux extrémistes ? Plus probable : M. Schär n'est plus convaincu que l'urgence des problèmes énergétiques, notamment, impose des solutions « radicales ». Voilà qui va arranger les affaires des tenants du nucléaire au sein de la commission pour la conception globale de l'énergie, dont M. Schär fait encore partie, et où les voix « écologistes » autorisées se font donc de plus en plus rares.